



Lire le journal

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur. » Beaumarchais

ABONNÉ

5 Juin 2020

Accueil > Sports

Football: un modèle économique sévèrement taclé

ANALYSE - Après un trimestre blanc, des clubs professionnels sont menacés de faillite. Bien que l'augmentation importante des droits TV pour la saison prochaine représente un amortisseur.

Par **Frédéric De Monicault**

Publié hier à 17:36, mis à jour hier à 17:36



Neymar célébrant un but, lors du match à huis clos contre Dortmund, le 11 mars dernier. -/AFP

Nouveauté abonnés

Les lettres des journalistes

Découvrez nos nouvelles lettres thématiques rédigées par vos journalistes

[CHOISIR MES LETTRES](#)

500, 600, 700, 800 millions d'euros... Quel sera le montant exact de la baisse des revenus pour les clubs français de Ligue 1 résultant de la fin prématurée de la saison 2019-2020? «On peut calculer la fourchette de manière presque mathématique, à la lumière du poids respectif des sources de recettes et d'une compétition amputée d'un quart de sa durée», souligne Jacques Nataf, avocat associé au cabinet Nataf-Fajgenbaum & Associés. En 2018-2019, selon les chiffres de la Direction nationale du contrôle de gestion (DNCG) de la Ligue professionnelle de football (LFP), les clubs de Ligue 1 ont dégagé des recettes nettes d'environ 2,6 milliards d'euros. Les droits TV sont le principal pourvoyeur, à hauteur de 35 %, soit 901 millions d'euros. Les recettes des matchs arrivent en dernière position, avec 201 millions d'euros (8 %).

À lire aussi : TF1, l'aristocrate télévisuel qui disait oui aux «nouveaux riches»

Juste après la télévision, les mutations de joueurs sont un levier essentiel au service de l'équilibre financier des clubs. En 2018-2019, les transferts des clubs de Ligue 1 ont généré 635 millions d'euros de recettes (25 %). «Il est raisonnable de penser à une contraction lors du prochain mercato estival sauf pour les plus grands joueurs qui constituent un marché à part», poursuit Jacques Nataf. Ce dernier considère qu'il n'y aura pas forcément moins d'opérations, car les clubs pourraient être contraints de vendre plus pour compenser la diminution de leurs recettes au titre de cette saison interrompue: l'augmentation de l'offre pourrait ainsi contribuer à faire baisser les prix. Dans ce contexte, l'avocat relève que les clubs français sont moins favorisés que leurs homologues des quatre autres championnats européens majeurs (Angleterre, Espagne, Allemagne et Italie): ceux-ci ont décidé de terminer leur championnat et ils seront plus compétitifs tant d'un point de vue financier que sportif.

À lire aussi : Arrêt du football en France: les coulisses d'un chaos sans précédent

Au sortir d'un trimestre blanc, jusqu'à quel point les clubs sont-ils menacés de faillite? «L'augmentation importante des droits TV pour la saison prochaine représente un amortisseur bienvenu, répond Emmanuel Durand, avocat associé au cabinet De Pardieu-Brocas-Maffei. Le remboursement sur quatre ans du prêt garanti par l'État obtenu par la LFP n'aboutit pas à une diminution des droits reversés aux clubs la saison prochaine, même s'il s'agit bien d'une préemption partielle des recettes futures.»

Pour la saison 2020-2021, le nouveau partenaire, le groupe audiovisuel espagnol Mediapro, apporte plus de 800 millions d'euros. Il paiera une première tranche quinze jours avant le début de la saison, prévu le 23 août. En comparaison, les mesures de chômage partiel prises par certains clubs sont une goutte d'eau. Quant à une réduction des salaires des joueurs, les discussions sont très compliquées au sein des grosses écuries, le PSG en tête.









Privés eux aussi de visibilité, les sponsors des clubs renégocient tous leur contrat. «C'est aussi le rôle d'un partenaire de rester en cas de coup dur et la plupart des sponsors en sont bien conscients, dit Emmanuel Durand, mais il ne faut pas non plus idéaliser la situation: si le partenaire est lui-même en difficulté, il va chercher à faire des économies.» Le terrain est décidément difficile pour le football français.

Sujets

Football Ligue 1 Droits tv Médiapro

Contenus Sponsorisés

par Taboola

 Investir dans le Bitcoin : ce qu'il faut savoir avant d'acheter des Bitcoins Toro Blog Post	 Côte-Rôtie Guigal en Ventes Privées. L'abus d'alcool est dangereux pour la santé Venteapropriete.com	 Avec VINCI Immobilier, achetez dans l'immobilier neuf en toute sérénité VINCI Immobilier Neuf	 La pomme de douche qui bat toutes les autres ! AlpenForce
 Nouvelle Opel Corsa, émue Best Buy Car of Europe ! Opel France	 Pourquoi faut-il changer de mutuelle dès 55 ans ? Meilleurtaux.com	 STOP AUX PESTICIDES, AGISSONS ! wvaf.fr	 Spécial Ile-de-France : les Villes les plus rentables ! Defiscalisation rentable

Recommandé pour vous

par Taboola

 Jean-Jacques Bourdin arrête la matinale de RMC après deux... décennies Le Figaro	 Trouvez votre Mercedes Classe C d'occasion sur ParuVendu.fr ParuVendu	 Obsèques de Guy Bedos: l'arrivée des invités
--	---	--

Aucun commentaire

JOSIANE ROLLAND

le 05/06/2020 à 12:05

bof... j'ai plus de respect pour les pauvres gens payés au smic et qui risquent de perdre leur travail que pour ces fricards du foot.

Beru91

le 05/06/2020 à 11:30

Et bim dans ta face president (s)..... Mr Platini disait il y a un certain nombre d'années se sont les présidents qui proposent les salaires..... Bon c'est vrai maintenant 4 à 6 % des joueurs doivent donner des fourchettes mains c'est uniquement pour raccourcir les discussions.....!! Et les présidents des clubs amateurs
Sont pas mieux.... On fait jouer des matchs avec 400/600 spectateurs pendant le confinement.....!!

La Dorade

le 05/06/2020 à 04:01

Les salaires des joueurs, de l'encadrement ainsi que ceux des responsables des différentes instances internationales sont indécentes.
Les mercenaires du foot et leurs employeurs ne méritent aucune compassion dans la situation actuelle.

[J'ÉCRIS UN COMMENTAIRE](#)

Sports

Jean-Michel Aulas, lobbyiste surprise au Parlement

Les allées et venues du président de l'OL, plaidant pour la reprise de la Ligue 1 auprès des élus, auront été nombreuses.

Par **Pierre Lepelletier**

Publié hier à 17:03, mis à jour hier à 18:33



Jean-Michel Aulas, le 4 juin dernier. FRANCK FIFE/AFP

Autre effet imprévu du coronavirus: Jean-Michel Aulas a plongé dans le bain de la politique. «J'ai rencontré des gens très à l'écoute», assure-t-il. Le président de l'Olympique Lyonnais a essayé ces dernières semaines de remodeler le texte - finalement adopté par le Parlement - qui regroupait les mesures d'urgence pour faire face à la crise sanitaire. Parmi elles: l'arrêt de la saison de Ligue 1. Une décision contre laquelle Jean-Michel Aulas est vent debout depuis qu'elle a été annoncée par Édouard Philippe le 28 avril et entérinée par la Ligue, deux jours plus tard. Septième du championnat, son club a vu s'éloigner un espoir de qualification pour les Coupes d'Europe, les revenus financiers avec...

[LIRE LA SUITE](#)